3^{ème} Journées européennes d'Enghien

Samedi 5 mars 2011

Discours de Jean-Dominique GIULIANI, Président de la Fondation Robert Schuman

Présentation du Rapport Schuman sur L'Europe. L'Etat de l'Union 2011

Monsieur le Ministre, Excellences, Monsieur le Député, Monsieur le Maire, Chers amis, Cher Pascal Boniface, je voudrais vous remercier de nous accueillir dans ce si bel endroit, mais aussi dans un laboratoire d'idées, et dans un débat. Cela constitue pour nous une occasion de réfléchir ensemble à des sujets importants pour notre pays, pour notre continent et d'essayer de donner des clés de compréhension sur ce qui se passe dans le monde, qui est rapide, extraordinaire et changeant.

Je voudrais rendre un hommage tout particulier à mon ami Pascal BONIFACE, à son travail, à celui de l'IRIS, à son engagement. Ce n'est pas lui qui nous décevra par l'apport intellectuel, qu'avec ses équipes, il donne à ses réflexions et à ses éclairages dans un monde aussi compliqué à comprendre. Je le remercie d'autant plus qu'il a proposé à la Fondation Robert Schuman de s'associer à ce rendez-vous, désormais rituel, des Entretiens d'Enghien.

Nous publions chaque année depuis 5 ans un *Rapport Schuman* sur L'Europe qui s'efforce, comme nous avons l'habitude de le faire, d'anticiper les grandes questions que les décideurs économiques, politiques, devront aborder et devront trancher au cours des mois à venir. La Fondation Robert Schuman, c'est le principal laboratoire d'idées français sur l'Europe, entièrement consacré à l'Europe. Le nom de l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui a, le 9 mai 1950, permis, et jeté les bases de la construction européenne indique tout de suite que nous ne sommes pas des eurosceptiques. Mais nous nous efforçons quand même de travailler de la façon la plus objective possible. Vous pourrez découvrir dans cette nouvelle édition du Rapport Schuman sur l'Europe, combien les contributions, les analyses, les propositions qu'il contient sont les plus objectives possibles. Elles s'inscrivent dans une analyse prospective en essayant d'aider à la décision. Elles sont toutes assorties de propositions pour essayer de mieux aider à la résolution d'un certain nombre de questions.

Cette 5^{ème} édition du Rapport est un ouvrage collectif, dirigé par M. Thierry CHOPIN, ici présent, Directeur des études à la Fondation Robert Schuman et le géographe Michel FOUCHER. Ils apportent ainsi leur marque ; d'une part, une forte exigence académique, de sérieux, d'objectivité, de mise en perspective, de proposition et d'autre part, une illustration systématique de toutes les contributions à travers plus de 28 cartes, toutes inédites. Toutes les contributions, dont certains des auteurs sont ici présents, comme M. BETBEZE, M. BITTERLICH, sont illustrées par au moins une carte. Nous nous efforçons de regarder la construction européenne d'une manière claire et objective, avec, il est vrai, une connaissance particulière de ses fonctionnements, mais aussi en abandonnant nos seuls points de vue nationaux qui parfois nous conduisent à des approximations voire à des critiques un peu rapides. Les « lunettes nationales » ne suffisent pas aujourd'hui à comprendre le rôle et la place de l'Europe dans le Monde. Elles ne suffisent pas non plus, d'ailleurs à comprendre ce qui se passe dans le monde, même s'il ne faut jamais négliger le niveau national où s'exerce la démocratie et où se déroulent les élections. La légitimité des grandes décisions est encore le fait des États dans le monde d'aujourd'hui.

Ce 5^{ème} *Rapport Schuman* réunit 26 auteurs, 28 cartes, 48 tableaux statistiques qui sont réalisés sous le contrôle des experts de la Fondation, qui bien sûr s'intéressent au deux principaux défis, que Pascal BONIFACE rappelait. L'Europe face à cette crise économique et financière qui dure maintenant depuis 2007, et le défi que je qualifierais de plus stratégique,

celui de la défense, des relations internationales, de la politique étrangère, de la place et du rôle de l'Europe dans le monde.

L'économie

Vous trouverez dans cette édition, un certain nombre de contributions originales.

D'abord celle de M. Jacques de LAROSIERE. Ancien directeur du FMI, ancien Gouverneur de la Banque de France, qui donne son explication de la crise. Je vous invite vraiment à le lire, car c'est particulièrement intéressant. Pour lui, cette crise, d'origine américaine, est due principalement à l'explosion du crédit, et à une politique laxiste, notamment des Etats-Unis. Il en tire un certain nombre de conclusions sur ce qu'il convient de faire. L'Union européenne lui a demandé de rédiger des propositions pour un meilleur contrôle du système financier et l'instauration d'une véritable supervision financière. Ces propositions ont fait l'objet d'une décision du Conseil européen qui réunit les chefs d'État et de gouvernement et de dispositions législatives nouvelles qui entrent en vigueur au début de cette année 2011. Il y aura quatre instances nouvelles en Europe de supervision des activités financières.

Vous trouverez aussi des contributions originales. Celle du Pr. Jean-Marc DANIEL qui tranche un peu avec ce qu'on a l'habitude d'entendre à la radio ou de lire dans les journaux. Vous avez tous entendu, combien pendant la crise, un certain nombre d'experts ou de prétendus tels croyaient ajouter leur voix à celles, essentiellement anglo-saxonnes, des grands sceptiques de l'Europe économique et financière. On a prétendu que la zone euro, ne serait pas une « zone économique et monétaire optimale », expliquant ainsi pourquoi l'euro ne saurait survivre. Pour la Fondation Robert Schuman où nous avons connaissance de la réalité de cette monnaie unique européenne, nous savions dès le début que l'euro survivrait à la crise. Il avait en tout cas les capacités de le faire. Jean-Marc DANIEL, qui est un économiste de renom, explique parfaitement que parmi toutes ces attaques à l'égard de l'euro, beaucoup étaient injustifiées et en tout cas n'avaient pas de base scientifique. Et il démonte allègrement, avec beaucoup d'humour, notamment cette théorie de la zone monétaire optimale. Après tout, entre le Nebraska et la Californie, il y a à peu près autant de différences qu'entre la Sicile et la Région Ile-de-France. Il en tire un certain nombre de conclusions sur le rôle de la Banque centrale européenne, l'instance fédérale par excellence et présente de faire un certain nombre de propositions en matière de concurrence, de mobilité du travail.

Une contribution d'Alain LAMASSOURE, Président de la Commission des Budgets du Parlement européen présente toute une série de propositions sur le thème : « Nous avons créé l'Europe, il faut maintenant aller à la recherche des dividendes de l'Europe. Nous créons des agences européennes chargées de la Sécurité aérienne, de la Sécurité ferroviaire, chargées de la politique agricole commune, mais en revanche nous gardons toutes nos instances nationales qui font la même chose, est-ce bien utile ? ». Nous avons doublé, pratiquement, dans toute une série de secteurs, dont il fait la liste, nos administrations nationales par des administrations européennes. Aurons-nous le courage de choisir l'une ou l'autre ? Je crois d'ailleurs que nous n'avons plus tellement le choix. Et que ce soit en matière de sécurité alimentaire, pharmaceutique, ferroviaire ou de transport aérien c'est évidemment le niveau européen qui est le plus pertinent. Alain LAMASSOURE appelle les décideurs politiques nationaux, mais aussi européens à tirer enfin les bénéfices de l'Europe dans une période où la ressource budgétaire est de plus en plus contrainte. Il propose notamment en matière de coordination des budgets nationaux au niveau européen, des avancées nouvelles. Comme il a

été député, ministre, puis député européen, il sait très bien qu'on ne peut pas parler budget, agir en matière de finances et de taxes sans légitimité populaire. Il fait donc une proposition originale, qui est appelée à prospérer : que les parlements nationaux puisse se réunir pendant les premiers six mois de l'année, dans le cadre de ce semestre européen que nous allons mettre en place avec les différents États membres de la zone euro pour discuter ensemble de nos budgets. Il propose qu'une Conférence des parlements nationaux puisse, à côté des chefs d'État et de gouvernement, discuter aussi des grandes orientations budgétaires. Cette proposition est intéressante parce qu'elle assoit la légitimité du travail en commun au niveau européen.

Vous trouverez aussi une contribution de Philippe CAMUS, Président d'Alcatel-Lucent, et Administrateur délégué de Lagardère. Ce grand industriel, qui vit aujourd'hui davantage aux Etats-Unis qu'en France, s'intéresse à la politique industrielle. Il plaide pour une politique européenne de soutien à notre industrie dans le respect des règles de la concurrence. Il propose des grands programmes mobilisateurs, des pôles d'excellence, une véritable politique de contrôle technologique et bien sûr, sur le plan international, des accords de réciprocité qui ne se contentent pas d'ouvrir nos frontières mais qui permettent aussi d'ouvrir le marché des autres pour les entreprises européennes.

Vous trouverez aussi dans ce *Rapport Schuman* un point très précis, fait par Mme IDRAC, ancien ministre du Commerce extérieur, et Administrateur de la Fondation, sur la politique commerciale de l'Union européenne. On oublie trop souvent que la politique commerciale est une compétence européenne et donc une politique quasi fédérale. Les grands accords internationaux sont négociés par l'Union européenne, comme par exemple celui qui vient d'être négocié avec la Corée du Sud. Ces accords sont négociés par la Commission, ratifiés par le Parlement européen, puis par les parlements nationaux.

Les inflexions récentes de cette politique commerciale, jugée pendant longtemps trop libérale et basée uniquement sur l'ouverture du marché européen, ont un peu échappé au débat intérieur français. Une communication de la Commission du mois de novembre montre que les thèses françaises sur la nécessaire négociation de réciprocités avec nos grands partenaires, et pas seulement d'ouverture, naïve, comme on le dit trop souvent dans le discours politique, avaient progressé et étaient désormais la ligne officielle de l'Union européenne. Cela n'a pas été sans mal, mais la crise a beaucoup fait réfléchir et le modèle européen de régulation retrouve du nerf et de la légitimité par rapport aux errements d'un système financier largement générateur de la crise actuelle.

Sur ces questions économiques vous trouverez une sorte de balayage général, y compris une sorte de tentative de mesure de la viabilité de nos dettes sociales qui pèsent sur le marché du travail. Vous y trouverez aussi des propositions en matière de stratégie d'investissement commune de l'Europe. C'est une ancienne idée de Jacques Delors que de lancer de grands programmes européens.

Stratégie

Les sujets économiques occupent l'essentiel de nos réflexions mais ils ne sont pas les seuls. Les grands défis stratégiques et de politique étrangère sont aussi très présents. Avec le Traité de Lisbonne, nous avons désormais une haute représentante chargée de la Politique étrangère, c'est à dire une ministre des Affaires étrangères à qui on ne veut pas donner le titre, qui est Madame ASHTON. Elle est très critiquée. On lui a confié une organisation et une

ligne difficile à tenir : c'est une sorte de mission impossible. Et nous nous interrogeons très ouvertement sur le fait de savoir si une fois encore en matière européenne on n'a pas fait les choses dans le mauvais sens. Depuis l'origine la construction européenne se fait plutôt à l'envers de la logique cartésienne. Mettre ensemble le charbon et l'acier avant de créer des institutions communes est beaucoup plus efficace et cela fonctionne. Et c'est ensuite beaucoup plus facile de se mettre d'accord sur le plan politique. En matière de politique étrangère, c'est un peu la même chose. Comment faire une politique étrangère sans défense commune ? Ça paraît impossible. Comment faire une politique étrangère commune, si c'est, comme j'essaye de l'expliquer dans l'ouvrage, en se contentant de faire des déclarations ? Je les ai comptées en 2010, il y a en a 360, soit pratiquement une par jour. Cela ne fait pas une politique étrangère. Une politique étrangère n'est crédible que si nous avons les moyens de la mettre en œuvre et d'être crédible. L'ancien ministre de la Défense, ici présent, partagera ce point de vue. À vouloir créer trop vite des institutions de politique étrangère commune, une culture diplomatique, parler d'une seule voix sur tout, l'Union européenne se disperse et surtout se décide sur la base du plus petit dénominateur commun. Nous ferions mieux de prendre un ou deux cas précis de politique étrangère ou de défense et de se mettre d'accord à 27, ou à moins pour déterminer une stratégie par exemple à l'égard de la Russie ou pour essayer de réagir aux événements qui se passent au Moyen-Orient et dans les pays du Maghreb.

Vous verrez qu'Arnaud DANJEAN, député européen, jeune Président de la sous-commission du Parlement européen pour la Défense, se livre à un bilan sans concession de la politique de défense et exprime ses espoirs pour 2011. Pour la première fois en décembre 2010, les ministres de la Défense de l'Union se sont réunis en Conseil des ministres. C'est la première fois qu'ils étaient seuls. Les Polonais vont assurer la Présidence de l'Union européenne à partir du 1^{er} juillet et veulent mettre l'Europe de la défense à l'ordre du jour. Si on pouvait enfin parler de choses concrètes, de mutualisations des capacités militaires, de réaction en commun sur un certain nombre de théâtres, nous pourrions peut-être enregistrer quelques progrès en 2011. Et je crois que ce sera le cas. L'environnement international l'exige. Michel FOUCHER théorise tout cela brillamment dans cet ouvrage en parlant de la position de l'Europe « entre désarmement structurel et réengagement stratégique » dans un certain nombre de régions. Et Jean-Pierre FILIU nous donne une très belle contribution sur la menace d'Al-Qaïda, aujourd'hui, vis-à-vis de l'Europe, rappelant qu'en réalité, Al-Qaïda est un défi de sécurité et non un défi de société, que nous n'avons pas de problème avec l'Islam, mais que nous avons un problème de sécurité. Ce qui est une position que vous apprécierez dans le contexte actuel.

Evidemment le Rapport Schuman ne peut pas manquer de s'intéresser à l'Union européenne, sa vie et son fonctionnement. Ici aussi, l'humeur un peu désespérée et déçue à l'égard de l'Union n'est pas que française. Ceci traduit peut-être une nostalgie d'une manière un peu ancienne d'agir sur la scène internationale, qui correspond, bien évidemment à un sentiment très français. Nous sommes très fiers de notre passé glorieux et de notre message dans le monde. Néanmoins l'Union européenne existe et pèse quand même dans le monde. Elle a besoin de modifier son organisation et un certain nombre de propositions sont faites.

Thierry CHOPIN propose ni plus, ni moins, de fusionner les fonctions de Président du Conseil européen et celle de Président de la Commission à l'occasion d'une réflexion sur la capacité de décision au sein de l'Union. Nous nous intéressons aux opinions publiques que nous essayons d'étudier et d'analyser. Et bien sûr à la montée des populismes qui nourrit le sentiment eurosceptique. Mais les opinions publiques européennes semblent réclamer plus

d'intégration européenne, même si on entend, souvent un peu plus fort la parole des eurosceptiques.

Nous nous intéressons notamment, sans idée préconçue, au travers d'un remarquable article de Joachim BITTERLICH, ici présent, et qui a été pendant 16 ans le collaborateur du Chancelier Helmut KOHL, qui a vécu beaucoup des événements européens les plus importants de ces dernières années, avant d'être ambassadeur de son pays à l'OTAN, en Espagne et d'occuper d'éminentes fonctions, aujourd'hui dans le privé. Joachim BITTERLICH nous livre une très intéressante contribution « binationale », puisqu'il a les deux nationalités, française et allemande sur la place de l'Allemagne 20 ans après sa réunification : place et rôle de l'Allemagne en Europe, place et rôle de l'Allemagne dans le Monde, réalités économiques, difficultés, faiblesses et atouts de l'Allemagne : on entend beaucoup de chose en France, qui me choquent beaucoup. Les Allemands ont aussi des problèmes, comme les Français, ils ont aussi des faiblesses qui leur sont propres, notamment en matière démographique, en matière de système bancaire régional, de système éducatif, voire de politique énergétique. Des problèmes qu'en France on connaît moins mais nous en avons d'autres ! Il note aussi les succès économiques allemands qui ne se sont pas faits sur le dos de leurs partenaires européens mais qui sont dus à leur discipline.

Depuis la réunification, les Allemands, par un impôt spécial, ont consacré chaque année plus de 75 milliards d'euros pour mettre à niveau l'Allemagne de l'Est. Ils paient encore un impôt spécial de solidarité avec l'Est. Imaginez que la France soit contrainte à hériter de la Wallonie et institue une taxe spéciale additionnelle à votre impôt sur le revenu pour la mettre à niveau ! Joachim BITTERLICH, explique pourquoi il ne faut plus mettre l'Allemagne au pilori, la considérer comme celle qui a envie de diriger l'économie européenne. C'est vrai qu'un gouvernement social-démocrate allemand avait déjà commencé des efforts considérables de réforme, que nous entamons aujourd'hui en France. Quels qu'ils soient dans l'avenir, nos gouvernements devront faire la même chose. L'Allemagne bénéficie d'une culture du consensus social et du consensus civique à laquelle on n'est pas naturellement habitué en France. C'est une différence, un atout pour l'Allemagne, mais qui présente un certain nombre de difficultés sur le plan extérieur et sur le plan politique intérieur.

Evidemment M. BITTERLICH pointe aussi le réengagement de l'Allemagne dans la politique extérieure. Je partage totalement ce qu'il a écrit. Vous n'imaginez pas combien il est difficile pour un gouvernement ou un parlement allemand d'expliquer à ses électeurs et à ses contribuables, qu'on fait la guerre en Afghanistan, qu'on est présent au Kosovo, qu'on est présent sur des bateaux au large de la Somalie. N'oubliez pas qu'après la catastrophe de la deuxième guerre mondiale, nous n'avons eu de cesse que d'expliquer aux Allemands que la guerre n'était pas autorisée sur le continent européen et nous voudrions nous, Français ou Britanniques, que les Allemands se remettent à s'armer en vue de conduire des actions militaires violentes. Il faut comprendre les réticences de toute majorité allemande à s'engager trop fortement sur le théâtre militaire.

La relation franco-allemande est bien sûr le fil directeur de ce *Rapport*. Une meilleure compréhension, voire une meilleure connaissance de notre principal partenaire doit être développée en France. Je constate que c'est d'ailleurs le cas au sommet de nos États après des périodes toujours difficiles de changement de majorités, de Président, de Chancelier. La présentation d'une proposition franco-allemande forte pour plus d'intégration économique est de ce point de vue, une très bonne nouvelle et peut représenter en 2011 un pas déterminant dans l'intégration européenne.

Je ne voudrais pas conclure sans dire que dans cet ouvrage il y a chaque année des éléments récurrents. La Fondation publie régulièrement un travail unique en Europe qui s'appelle l'Observatoire des élections. Chaque élection sur le continent fait l'objet d'une analyse très détaillée et, bien sûr, résumée dans ce rapport.

Il y a aussi une spécificité à la Fondation Robert Schuman, grâce à sa Directrice générale, Mme JOANNIN, c'est de s'intéresser au sujet de la parité et de la place des femmes en Europe. Elle considère, elle l'a écrit à plusieurs reprises, que la femme européenne est la femme la mieux protégée et dont la situation est la meilleure, même si beaucoup de progrès sont à faire encore. Une carte originale explique la présence des femmes dans les fonctions politiques et économiques en Europe. La place qui est réservée aux femmes en Europe, est importante pour nous à la Fondation. Les droits de l'Homme commencent souvent par les droits de la femme.

Cet ouvrage vous livrera enfin un entretien exclusif avec le Président du Conseil européen, Monsieur Van Rompuy. Il est souvent un peu moqué en France pour son caractère effacé. Mais je vous invite à lire ses propos qui sont extrêmement intéressants et qui donnent toute la profondeur du personnage. Il offre une vision de sa fonction avec beaucoup de réalisme : « Vous me reprochez de ne pas être suffisamment visible, mais croyez-vous que Mme MERKEL voudrait qu'il y ait un deuxième M. SARKOZY au Conseil européen ? ». Il donne une bonne définition de son rôle : « J'anime le Conseil européen, mais je ne suis pas élu. C'est aux chefs d'États de prendre des décisions. » Je trouve cela éminemment démocratique. Il fallait être Belge pour l'assumer ainsi et il le fait d'ailleurs très bien. Il se livre à deux trois petites révélations intéressantes. Pour lui, l'euro, en 2010 comme en 2009, a fait l'objet d'attaques – Jean-Paul BETBEZE nous dira ce qu'il en pense – des milieux financiers anglo-saxons, qui n'ont pas aimé l'éruption de l'euro qui est venu troubler un jeu qui était depuis la seconde guerre mondiale celui d'une finance où la planche à billet faisait souvent office de sérieux des politiques économiques. Évidemment, en 10 ans l'euro s'est hissé au second rang des monnaies de réserve mondiales et, nous dit le Président du Conseil européen, « il y a des gens qui n'aiment pas l'euro, et dès qu'ils peuvent nous mettent un bâton dans les roues, ils le font. » Quand nous même, Européens, nous critiquons l'euro, il vaudrait mieux réfléchir aux conséquences éventuelles de son absence. C'est d'ailleurs le même raisonnement qui s'impose pour l'Union européenne. Il y a beaucoup de choses à revoir au sein des institutions politiques européennes ; bien sûr que nous devons peser de toutes nos forces pour orienter les politiques européennes ; pour qu'elles soient moins libérales au sens britannique du terme, qu'elles soient plus sociales, qu'elles soient plus efficaces et que l'Union soit plus présente sur la scène internationale. Il faut se battre pour tout cela, mais il ne faut pas pour autant passer notre temps à dénigrer l'Europe et l'euro. Dénigrer l'Europe c'est se dénigrer soi-même. Et pour un pays comme la France, qui est le pays fondateur de l'Union européenne, qui est avec l'Allemagne le moteur de l'Union européenne, ce n'est pas conforme à nos intérêts. Alors par pitié, arrêtons de dire du mal de nous même, parce qu'à force de se tirer des balles dans le pied on ne pourra même plus marcher !

L'Europe a résisté à la crise. Elle aurait peut-être pu mieux le faire, mais comparé aux Etats-Unis, nous n'avons pas à avoir honte de ce que nous avons fait. Les personnes qui ne peuvent plus payer leur loyer ou leur électricité, n'ont pas été expulsées comme elles l'ont été dans toutes les villes américaines. La solidarité, même imparfaite, reste la marque de fabrique de la construction européenne.

Dans les révoltes arabes aujourd'hui, on va prendre conscience du poids de l'Europe. J'ai relevé deux chiffres pour vous : l'Union européenne qui est la championne du *Softpower*, distribue de l'aide et a donné à l'Egypte, en 2010, 300 millions d'euros, alors que les Etats-Unis ont donné 1 milliard, essentiellement pour la défense. Dans les Territoires palestiniens, l'Union européenne en 2010 a donné 576 millions d'euros, les Etats-Unis, 400.

Nous sommes souvent beaucoup plus présents que nous voulons parfois le reconnaître, même si cette présence, et ces actions ne prennent pas toujours la forme traditionnelle à laquelle nous sommes habitués. Nous avons la chance d'avoir été à l'origine du projet européen, nous avons la chance d'y compter avec nos partenaires allemands la moitié du PIB de la Zone euro, la moitié des droits de vote à la Banque Centrale Européenne. Il faut davantage valoriser cette position clef, et quand nous parlons d'Europe, il faut le faire d'une manière objective, reconnaître ses forces et ses faiblesses, et à aucun moment la dénigrer de manière irrationnelle comme si c'était quelque chose qui nous était imposé.

C'est nous qui l'avons choisi et je crois que nous avons bien fait.